

PREFET DES COTES D'ARMOR

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION
DES POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N° IC°2003/6996
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005 et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 portant délégation de signature permanente à M. Philippe de GESTAS de LESPEROUX, secrétaire général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
- VU l'arrêté préfectoral du 10 février 2005, modifié le 22 mars 2007, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.C.E.A. DES CHENES** », l'autorisant à exploiter en SAINT GELVEN au lieu-dit « Goasmario » un élevage porcin de 4449 pl. d'animaux équivalents (soit 90 pl. maternité, 314 pl. gestantes-verraterie, 1276pl. post-sevrage, 2982 pl. engraissement) ;

- VU la demande présentée le 1er décembre 2008 par l'installation classée « **E.A.R.L. DES CHENES (GUEGAN)** », sise « Goasmario » en SAINT GELVEN, en vue de la reprise de l'élevage porcin autorisé le 22 mars 2007 au nom de la S.C.E.A. DES CHENES pour 4449 pl. animaux équivalents ainsi que la mise en conformité du plan d'épandage, en SAINT GELVEN au lieu-dit « Goasmario » (Section ZE N°74);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 17 mai 2010 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 11 juin 2010 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe hors zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de GOUAREC;
- CONSIDERANT que l'exploitation produit 33732 UN dont 19000 UN seront éliminés par traitement et exportation des co-produits. Les 14735 UN et 8517 UP2O5 restantes seront gérées de la façon suivante : 5000 UN et 2913 UP2O5 seront mises à disposition d'un prêteur et 9735 UN et 5604 UP2O5 seront épandues sur 76 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 128,1 UN/ha ;
- CONSIDERANT que l'E.A.R.L. DES CHENES modifie son plan d'épandage suite à l'acquisition de 14,7 ha de terres,
- CONSIDERANT que la quantité d'azote à traiter par la station déjà en service sera moindre du fait de cette acquisition de terres,
- CONSIDERANT que le pétitionnaire conservera par ailleurs son prêteur de terre sans modification de la convention d'épandage;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} –

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 10 février 2005, modifié le 22 mars 2007, sont modifiées comme suit :

« **Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. DES CHENES (GUEGAN) », au lieu-dit « Goasmario » (section ZE N°74) en SAINT GELVEN conformément aux plans et mémoires annexés à la demande,**

=> un élevage porcin d'une capacité maximale de 4449 pl. animaux équivalents,
réparties comme suit :

Site « Goasmario »	Animaux-équivalents (PAE)
90 pl. maternité	soit 270 PAE
314 pl. gestantes-verraterie	soit 942 PAE
1276 pl. post-sevrage	soit 255,2 PAE
2982 pl. engraissement	soit 2982 PAE
Total : 4662 animaux	Total : 4449 animaux-équivalents

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 7709 m³ de lisier (25 740 kg d'azote) sur 9637 m³ (33 735 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 1958 m³ (7995 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut ou de fumier.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 ainsi que celles définies ci-après »

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES –

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 10 février 2005, modifié le 22 mars 2007, sont modifiées comme suit :

« 2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 404 reproducteurs (truies , verrats cochettes), 2982 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1276 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 370 reproducteurs (truies verrats cochettes).

Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 8946 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 9390 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphasé :

2.2.1. - L'alimentation biphasé sera mise en place dans un délai de • mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.»

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L' UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS -

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 10 février 2005, modifié le 22 mars 2007, sont modifiées comme suit :

« 3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
- d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- e) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- f) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5 - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	7709 m3	21,12 m3
N Global	25 740 kg	70,52 kg

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2313 m3	6,34 m3
N Global	6950 kg	19,04 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5897 m3	14,79 m3
N Global	772 kg	2,11 kg

ARTICLE 4 - Résorption

Les dispositions de l'article 4^{ème} de l'arrêté préfectoral du 10 février 2005, modifié le 22 mars 2007, sont modifiées comme suit :

« Traitement : 16 688 UN ».

ARTICLE 5 –

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 10 février 2005 restent inchangées.
Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 22 mars 2007 .

ARTICLE 6 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT GELVEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT GELVEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 9 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de SAINT GELVEN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le 1^{er} juillet 2010

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé : Philippe de Gestas-Lespérour